

27 AKTUELLES AUS DEN INSTITUTIONEN

10. Jahrgang
01. Juli 2026

Inhaltsverzeichnis

NEUES AUS DEN PARLAMENTEN	3
PARLAMENT DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT	3
ABGEORDNETENKAMMER.....	3
PARLEMENT DE WALLONIE.....	4
VLAAMS PARLEMENT	6
PARLEMENT DE LA FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES.....	7
PARLEMENT DE LA RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE (PRB).....	7
ASSEMBLÉE RÉUNIE DE LA COMMISSION COMMUNAUTAIRE COMMUNE (ARCCC)	7
NEUES AUS DEN REGIERUNGEN	8
REGIERUNG DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT	8
FÖDERALREGIERUNG	14
BELGISCHE NATIONALBANK	17
VLAAMSE REGERING	17
GOUVERNEMENT DE WALLONIE	19
BELGISCHES STAATSBLATT.....	21
QUELLENVERZEICHNIS	23

Neues aus den Parlamenten



Parlament der Deutschsprachigen Gemeinschaft

Preisverleihung

Europa kreativ: Junge Ideen für ein gemeinsames Europa ausgezeichnet



Am 23. Juni 2026 fand die feierliche Preisverleihung im Parlament der Deutschsprachigen Gemeinschaft statt – unter der Schirmherrschaft der Parlamentspräsidentin, Patricia Creutz-Vilvoye. In einem würdigen Rahmen wurden die Preisträgerinnen und Preisträger geehrt, die mit ihren Arbeiten besonders überzeugen konnten. ... [weiter lesen](#)

Ausschuss II für Kultur, Erwachsenenbildung, Tourismus, Denkmal- und Landschaftsschutz Ortsbesichtigung der Eyneburg



Am 23. Juni besuchte der für Denkmalschutz zuständige Ausschuss II die Eyneburg in Hergenrath. ... [weiter lesen](#)

Dokument Nr. [158](#) (2025-2026) Nr. 1 16.06.2026

Anhörung der VoG Frauenliga zu ihren Tätigkeiten – Ausschussbericht

Dokument Nr. [157](#) (2025-2026) Nr. 1 16.06.2026

Anhörung der VoG Miteinander Teilen zu ihren Tätigkeiten – Ausschussbericht

**DE KAMER BE
LA CHAMBRE BE**
Abgeordnetenammer

ORDRE DU JOUR DES SÉANCES PLÉNIÈRES
Semaine du 29 juin au 3 juillet 2026

Jeudi, 02/07/2026

Projets et propositions

1. Projet de loi modifiant la loi du 19 juillet 1991 relative aux registres de la population, aux cartes d'identité, aux cartes des étrangers et aux documents de séjour, en vue de la création d'un registre central de délivrance des attestations d'immatriculation, n^{os} [56K1467](#)/1 à 3.
2. Projet de loi relatif à un service de signatures électroniques qualifiées, n^{os} [56K1562](#)/1 à 4.
3. - Projet de révision de l'article 195 de la Constitution, n^{os} [56K1480](#)/1 à 5.
- Projet de loi spéciale modifiant la loi ordinaire du 9 août 1980 de réformes institutionnelles, n^{os} [56K1481](#)/1 à 5.
4. Projet de loi modifiant la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité et la loi du 12 avril 1965 relative au transport de produits gazeux et autres par canalisations, n^{os} [56K1537](#)/1 à 7.
5. Projet de loi portant assentiment au Protocole, fait à Hanoï le 12 mars 2012, modifiant la Convention entre le Royaume de Belgique et la République socialiste du Vietnam tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole, signés à Hanoï le 28 février 1996, n^{os} [56K1392](#)/1 à 3.
6. Projet de loi portant assentiment à la Convention entre le Royaume de Belgique et les États-Unis d'Amérique concernant le Mémorial du Mardasson dans la ville de Bastogne, et Déclaration, faites à Bruxelles le 11 avril 2024, n^{os} [56K1486](#)/1 à 3.
7. Projet de loi modifiant l'article 116 de la loi du 2 décembre 2024 relatif à la publication, par certaines sociétés et groupes, d'informations en matière de durabilité et à l'assurance de l'information en matière de durabilité et portant dispositions diverses, en ce qui concerne la date d'entrée en application pour les entités d'intérêt public, n^{os} [56K1596](#)/1 à 4.
8. Proposition de résolution visant à imposer un test de dépistage de drogues aux hauts fonctionnaires et aux mandataires politiques, n^{os} [56K1011](#)/1 et 2.
9. Proposition de déclaration de révision de l'article 110 de la Constitution en ce qui concerne le droit de grâce, n^{os} [56K0979](#)/1 et 2.

Institut Fédéral pour la Protection et la Promotion des Droits Humains (IFDH) – remplacement d'un tiers des membres du conseil d'administration – nomination des membres effectifs (scrutin secret), n° [56K1642/1](#).

Prises en considération (Rgt. art. 75, n°s 4, 5, 6, 7)

1. Proposition de résolution en vue d'autoriser les vélos adaptés d'une largeur supérieure à un mètre sur les pistes cyclables, n° [56K1627/1](#).

2. Proposition de résolution visant à renforcer la lutte contre l'obésité au sein de la population adulte, n° [56K1639/1](#).

Votes nominatifs

1. sur les motions déposées en conclusion de l'interpellation de Mme Francesca Van Belleghem (VB) à la ministre de l'Asile, de la Migration et de l'Intégration sociale, chargée de la Politique des Grandes Villes sur "les retours vers l'Afghanistan" (n° **259**).

2. sur les motions déposées en conclusion de l'interpellation de Mme Francesca Van Belleghem (VB) à la ministre de l'Asile, de la Migration et de l'Intégration sociale, chargée de la Politique des Grandes Villes sur "les astreintes pour les demandeurs d'asile" (n° **262**).

3. sur les projets et les propositions terminés.

**Dokument Nr. [56K1635](#)
24.06.2026**

Proposition de résolution visant à la mise en place d'un Pacte énergétique interfédéral.

**Dokument Nr. [56K1634](#)
24.06.2026**

Proposition de modification du Règlement de la Chambre des représentants visant à réformer les comptes rendus des travaux et à remplacer le règlement relatif aux comptes rendus intégral, numérique, provisoire et analytique des réunions de la Chambre des représentants.



Parlement de Wallonie

SEANCE PLENIERE: 01/07/2026

1 – PRISES EN CONSIDÉRATION

2 – PROJETS DE DÉCRET

1. Projet de décret relatif au dispositif des chèques-entreprises pour le soutien à l'entrepreneuriat et à la croissance des petites et moyennes entreprises (Doc. [588](#) (2025-2026) N° 1 à 3)

2. - Projet de décret contenant le premier ajustement du budget des recettes de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2026 (Doc. [590](#) (2025-2026) N° 1 à 3bis)
- Projet de décret contenant le premier ajustement du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2026 (Doc. [591](#) (2025-2026) N° 1 à 4bis)

3. Projet de décret modifiant le décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes en vue de transposer partiellement la directive (UE) 2024/1265 (Doc. [589](#) (2025-2026) N° 1 à 3)

3 – PROPOSITION DE DÉCRET

1. Proposition de décret conjoint de la Région wallonne et de la Communauté française modifiant l'article 1er de l'accord de coopération du 20 mars 2014 entre la Région wallonne et la Communauté française relatif à la gouvernance dans l'exécution des mandats publics au sein des organismes publics et des entités dérivées de l'autorité publique, déposée par M. Borsus, Mmes De Bue, Morreale, MM. J.-P. Bastin, Mugemangango et Hazée (Doc. [438](#) (2025-2026) N° 1, 1bis et 2)

4 – PROJETS DE MOTION

1. Projets de motion déposés en conclusion de l'interpellation de Mme Bernard à Mme Neven, Ministre de l'Énergie, du Plan Air-Climat, du Logement et des Aéroports, sur l'avis critique du Conseil d'État sur la réforme des primes à la rénovation par Mme Bernard (Doc. [608](#) (2025-2026) N°1), par Mme Özen (Doc. [609](#) (2025-2026) N° 1) et par M. Maroy et Mme Goffinet (Doc. [610](#) (2025-2026) N° 1)

**Question écrite N° : [1542](#) (2025-2026) 1
du 28/05/2026**

Le projet pilote de transfert anticipé des compétences provinciales vers la Communauté germanophone

de MAUEL Christine
à DESQUESNES François, Ministre du Territoire, des Infrastructures, de la Mobilité et des Pouvoirs locaux

La Déclaration de politique régionale prévoit une réforme en profondeur de l'échelon provincial wallon, avec une analyse des missions provinciales en vue de leur transfert vers les niveaux de pouvoir les plus adéquats, ainsi que la suppression des élections provinciales à l'horizon 2030.

Par ailleurs, des discussions se tiennent entre la Région wallonne et la Communauté germanophone afin d'organiser la sortie progressive de cette dernière de l'institution politique provinciale. Cette dynamique s'inscrit dans une logique plus large de clarification des compétences, de responsabilisation territoriale et de simplification administrative.

Dans ce contexte, l'article 139 de la Constitution constitue un levier juridique particulièrement pertinent. Il permet de transférer l'exercice de compétences régionales vers les institutions de la Communauté germanophone.

Compte tenu de la taille du territoire, de son agilité administrative et du cadre politique déjà engagé, la Communauté germanophone apparaîtrait comme un terrain particulièrement adapté pour expérimenter, sans attendre, un transfert intégral des compétences provinciales, à titre de projet pilote. Une telle démarche permettrait de supprimer une strate institutionnelle sur ce territoire et d'offrir un véritable choc de simplification pour les citoyens et les entrepreneurs locaux, sans devoir attendre l'aboutissement de la réforme provinciale globale.

Elle permettrait également de tester concrètement un nouveau modèle de gouvernance territoriale, fondé sur la proximité, la clarté des responsabilités et l'efficacité administrative, tout en alimentant la réflexion wallonne sur l'avenir des provinces.

Quelle est l'analyse de M. le Ministre quant à l'utilisation de l'article 139 de la Constitution pour transférer les compétences provinciales de la Province de Liège vers la Communauté germanophone ?

Envisage-t-il de faire de ce transfert un projet pilote anticipé, susceptible d'éclairer la réforme plus large des provinces wallonnes ?

Comment cette démarche pourrait-elle s'articuler avec les plans de ventilation que les conseils provinciaux ont dû rendre à M. le Ministre début mai 2026, afin d'éviter toute perte de temps institutionnelle pour la Communauté germanophone ?

Réponse du 17/06/2026
de DESQUESNES François

La réforme de l'échelon provincial portée par le Gouvernement se veut globale, cohérente et coordonnée pour l'ensemble du territoire wallon.

Les discussions avec la Communauté germanophone s'inscrivent dans le calendrier et dans la méthode générale de la réforme.

Les plans de ventilation transmis par les conseils provinciaux au début du mois de mai 2026 constituent une première base de travail.

Cette méthode vise à éviter des transferts partiels ou précipités qui devraient ensuite être corrigés à

la lumière de la réforme globale. L'objectif est de garantir une transition juridiquement sûre, budgétairement soutenable et cohérente avec le futur modèle d'organisation territoriale de la Wallonie.

Question écrite N° : 654 (2025-2026) 1
du 03/06/2026

La formation des métiers forestiers et les besoins du secteur dans les zones rurales et germanophones

de MAUEL Christine
à JEHOLET Pierre-Yves, Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de l'Emploi, de la Formation, de la Recherche et du Numérique

Les difficultés de recrutement actuellement rencontrées au sein du Département de la nature et des forêts (DNF), en particulier dans les zones rurales et germanophones de l'Est de la Wallonie, ont récemment été évoquées au Parlement wallon.

Cette situation met également en lumière un enjeu plus structurel : celui de la formation et de l'attractivité des métiers forestiers.

Plusieurs acteurs du terrain soulignent aujourd'hui les difficultés à recruter des profils qualifiés disposant des compétences techniques, pratiques et linguistiques nécessaires pour exercer ces fonctions spécifiques, notamment dans les cantonnements germanophones.

Dans ce contexte, je souhaiterais interroger M. le Ministre sur l'offre actuelle de formation dans les métiers forestiers, notamment au sein du site de La Reid ainsi qu'au travers des formations IFAPME et des dispositifs de formation en alternance liés à l'exploitation et à la gestion forestière.

Quelles formations liées aux métiers forestiers, à l'exploitation forestière ou à la gestion des espaces naturels sont actuellement organisées en Wallonie, et quelle est l'évolution du nombre de participants ?

Une réflexion est-elle menée afin de renforcer l'attractivité de ces métiers, notamment auprès des jeunes dans les zones rurales et germanophones ?

Réponse du 26/06/2026
de JEHOLET Pierre-Yves

La Wallonie dispose d'une offre de formation aux métiers forestiers structurée à travers le FOREm, l'IFAPME, l'enseignement qualifiant, l'alternance et l'enseignement pour adultes.

Parmi ces acteurs, les Centres de compétences jouent un rôle central. Ainsi, Wallonie Bois dispose d'une offre de formation aux métiers de bûcherons, débardeurs, conducteurs d'engins forestiers ou encore arboristes grimpeurs. Le Centre Secteurs verts dispose également d'une filière ouvriers forestiers.

Du côté de l'IFAPME, l'offre existe, mais elle reste plus limitée et concentrée sur la formation d'exploitant forestier à Libramont. Le nombre d'apprenants y demeure modeste, ce qui reflète à la fois le déficit d'attractivité du secteur et les difficultés à trouver des stages en entreprise.

En Fédération Wallonie-Bruxelles, plusieurs filières sont également organisées dans l'enseignement qualifiant et en alternance, au sein de neuf établissements, y compris dans l'Est de la Wallonie. L'enseignement pour adultes est aujourd'hui l'opérateur qui accueille le plus grand nombre d'apprenants dans ces filières : ils sont passés de 100 à 125 en un an. Le site de La Reid, intégré à l'IPEFA de Verviers, reste à cet égard un pôle important.

Le véritable enjeu, c'est l'attractivité de ces métiers. C'est pourquoi les opérateurs poursuivent les actions de promotion des métiers, notamment auprès des jeunes, pour mieux faire connaître ces débouchés.

J'ajoute que, dans les zones germanophones, des formations en allemand, y compris en contexte professionnel, sont développées pour renforcer l'employabilité locale.



Vlaams Parlement

Dokument Nr. [919](#) (2025-2026) nr. 1 26.06.2026

Verslag van de gedachtewisseling over het bestuursakkoord van de Vlaamse Gemeenschapscommissie 2026-2029

Dokument Nr. [918](#) (2025-2026) nr. 1 25.06.2026

Voorstel van decreet over het uitbreiden van de opdrachten van de diensten voor oppashulp naar begeleiding bij activiteiten buitenshuis

Dokument Nr. [916](#) (2025-2026) nr. 1 25.06.2026

Conceptnota voor nieuwe regelgeving over een aangepaste ondersteuning van de Vlaamse Rand op het vlak van kinderopvang

Dokument Nr. [914](#) (2025-2026) nr. 1 24.06.2026

Voorstel van resolutie over de noodzaak tot een mentaliteitswijziging binnen het Vlaamse beleid inzake hittebestrijding en thermisch comfort in gebouwen

[Hoe kunnen we het lerarenberoep weer aantrekkelijk maken?](#)

29 juni 2026

De KU Leuven hield een bevraging bij meer dan duizend jongeren tussen 16 en 20 jaar over de aantrekkelijkheid van het lerarenberoep. Daaruit blijkt dat ruim 40 procent aangeeft dat de voortdurende negatieve berichtgeving over het onderwijs hun motivatie om voor een lerarenopleiding te kiezen heeft verminderd. ... [verder lezen](#)

[Wat werd er beslist in de plenaire vergadering van 24 juni?](#)

26 juni 2026

Het Vlaams Parlement komt wekelijks samen in de plenaire vergadering. Wat stond er op de agenda? Eerst stelden de volksvertegenwoordigers hun [actuele vragen](#) aan de ministers. Daarna werd er gestemd over drie ontwerpen van decreet en twee voorstellen van decreet.

[Externekostenheffing voor CO₂-emissies](#)

Het Vlaams Parlement keurde een ontwerp van decreet goed dat de Vlaamse Codex Fiscaliteit wijzigt.

Met het decreet wordt een externekostenheffing ingevoerd voor de kosten veroorzaakt door CO₂-emissies.

[Wijzigingen rond omgeving, leefmilieu en landbouw](#)

Het Vlaams Parlement keurde ook een ontwerp van decreet goed met diverse bepalingen over omgeving, leefmilieu en natuur, ruimtelijke ordening en landbouw.

[Samenvoeging van beleidsdomeinen en departementen](#)

Daarnaast keurde het Vlaams Parlement een ontwerp van decreet goed naar aanleiding van de samenvoeging van verschillende beleidsdomeinen en departementen.

Het gaat over de samenvoeging van het beleidsdomein Economie, Wetenschap en Innovatie, het beleidsdomein Werk en Sociale Economie en het beleidsdomein Landbouw en Visserij. Ook de departementen Economie, Wetenschap en Innovatie en Werk en Sociale Economie worden samengevoegd.

[Inschrijvingsgeld voor taalopleidingen en NT2-test](#)

Het Vlaams Parlement keurde een voorstel van decreet goed dat het decreet over het volwassenenonderwijs wijzigt.

Het voorstel gaat over het inschrijvingsgeld voor de taalopleidingen Frans, Engels en Duits. Het wijzigt ook de overgangsmaatregel voor de ontwikkeling van de mondelinge onderdelen van de NT2-test op taalniveau B1.

Selectieve participatietoeslag in het secundair onderwijs

Het Vlaams Parlement keurde ook een voorstel van decreet goed dat het Groeipakketdecreet van 2018 wijzigt.

Het voorstel gaat over de selectieve participatietoeslag in het secundair onderwijs.

In onze terugblik op de plenaire vergadering bespreken we enkel ontwerpen en voorstellen van decreet en voorstellen van resolutie die werden goedgekeurd. Het volledige verslag van de plenaire vergadering vind je [hier](#).



Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles

Dokument Nr. [291](#) (2025-2026)

24.06.2026

Projet de décret - programme portant diverses dispositions relatives aux Bâtiments scolaires, à l'Enseignement supérieur, à l'Enseignement obligatoire, à l'Enseignement pour Adultes, à l'Enfance et à la Recherche scientifique

Dokument Nr. [290](#) (2025-2026)

24.06.2026

Projet de décret contenant l'ajustement du budget des dépenses de la Communauté française pour l'année budgétaire 2026

Dokument Nr. [289](#) (2025-2026)

24.06.2026

Projet de décret contenant l'ajustement du budget des recettes de la Communauté française pour l'année budgétaire 2026

Dokument Nr. [288](#) (2025-2026)

24.06.2026

Proposition de décret portant une mesure transitoire dans le cadre de l'augmentation de la charge de certains enseignants

Dokument Nr. [287](#) (2025-2026)

24.06.2026

Proposition de résolution visant à protéger les élèves et les équipes éducatives lors des vagues de chaleur et à rendre les communautés scolaires plus résilientes

Dokument Nr. [286](#) (2025-2026)

23.06.2026

Proposition de décret portant harmonisation de dispositions relatives à l'enseignement obligatoire

et à l'enseignement supérieur avec le nouveau code pénal du 29 février 2024

Dokument Nr. [285](#) (2025-2026)

23.06.2026

Proposition de résolution visant à soutenir la candidature pour la construction du télescope Einstein dans l'Euregio Meuse-Rhin



Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale (PRB)

Assemblée réunie de la Commission communautaire commune (ARCCC)

Dokument Nr. Fiche [B-74/1-25/26](#)

16.06.2026

Projet d'ordonnance portant modification de l'ordonnance du 23 novembre 2023 relative aux maisons de soins psychiatriques concernant l'obligation d'agrément pour les établissements prenant en charge le public cible d'une maison de soins psychiatriques.

Neues aus den Regierungen



Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft

92. Sitzung vom 18. Juni 2026

TOP 3: Dekretvorentwurf zur Zustimmung zu dem Rahmenabkommen zwischen dem Königreich Belgien und dem Großherzogtum Luxemburg über die grenzüberschreitende Zusammenarbeit im Gesundheitswesen, geschehen zu Brüssel am 29. März 2023

1. Beschlussfassung:

Die Regierung verabschiedet in erster Lesung den Dekretvorentwurf zur Zustimmung zu dem Rahmenabkommen zwischen dem Königreich Belgien und dem Großherzogtum Luxemburg über die grenzüberschreitende Zusammenarbeit im Gesundheitswesen, geschehen zu Brüssel am 29. März 2023.

Die Regierung beschließt, in Anwendung von Artikel 84 §1 Absatz 1 Nummer 2 der koordinierten Gesetze über den Staatsrat vom 12. Januar 1973 das Gutachten in 30-Tage-Frist zu beantragen.

Der Ministerpräsident, Minister für lokale Behörden, Raumordnung und Finanzen, wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

Vorliegendes Abkommen zielt darauf ab, die bisher fehlende Rechtsgrundlage für die grenzüberschreitende Zusammenarbeit im Gesundheitswesen zwischen Belgien und dem Großherzogtum Luxemburg zu schaffen.

Dabei bezweckt das Abkommen, alle laufenden und zukünftigen Projekte im Gesundheitsbereich in einen einheitlichen Rahmen einzubinden. Dieser Rahmen bildet die Grundlage für die weitere Verbesserung der Gesundheitsversorgung der Bevölkerung im Grenzgebiet. Insbesondere die Kontinuität und die Optimierung der Gesundheitsversorgung sowie der Wissensaustausch sollen gewährleistet bzw. gefördert werden. Die Lehren aus der jüngsten Gesundheitskrise werden dabei ebenfalls berücksichtigt.

Der Geltungsbereich der Rahmenvereinbarung umfasst das Großherzogtum Luxemburg und auf belgischer Seite die Provinz Luxemburg und den Bezirk Verviers. Zielgruppe sind die Personen, die Anspruch auf Leistungen der luxemburgischen oder belgischen Krankenversicherung haben und die in diesem Gebiet wohnen oder sich dort vorübergehend aufhalten.

Wie bereits höher angeführt, legt das Abkommen den Rahmen der Zusammenarbeit fest. Somit sind zusätzliche Zusammenarbeitsvereinbarungen erforderlich, die von den zuständigen Gebietskörperschaften und Behörden geschlossen werden.

In folgenden Bereichen sollen diese Vereinbarungen praktische Regelungen vorsehen:

- im Bereich der grenzüberschreitenden Tätigkeit der im Gesundheitsbereich Beschäftigten, insbesondere was die rechtlichen Aspekte dieser Tätigkeiten betrifft,
- hinsichtlich der Organisation des Krankentransports in nicht dringenden Fällen,
- hinsichtlich der Gewährleistung der Kontinuität der Gesundheitsversorgung, insbesondere hinsichtlich der Aufnahme und Information der Patienten,
- hinsichtlich der Festlegung von Kriterien für die Bewertung und Überwachung der Qualität und Sicherheit der Gesundheitsversorgung,
- bezüglich der Durchführung koordinierter Maßnahmen in den Bereichen Prävention und Gesundheitsförderung, psychische Gesundheit, Rehabilitation und Langzeitpflege.

Diese Rahmenvereinbarungen regeln ebenfalls die notwendige Finanzierung.

Bei vorliegendem Rahmenvereinbarung handelt es sich um einen „gemischten Vertrag“ im Sinne von Artikel 167 §4 der Verfassung, wie die Arbeitsgruppe für Gemischte Verträge am 12. Juli 2022 feststellte. Es werden Bereiche geregelt, die in die Zuständigkeit der Gemeinschaften fallen (siehe Artikel 5, §1, I des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen auf den Artikel 4 des Gesetzes vom 31. Dezember 1983 über institutionelle Reformen für die Deutschsprachige Gemeinschaft verweist), so beispielsweise:

- die Organisation des nicht dringenden Krankentransports,
- die Festlegung von Kriterien für die Bewertung und Kontrolle der Qualität und Sicherheit der Gesundheitsversorgung.

Die Vollmacht zur Unterzeichnung erteilte die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft in ihrer Sitzung vom 19. Januar 2023. Damit das Abkommen in Kraft treten kann, bedarf es der Zustimmung des Parlaments der Deutschsprachigen Gemeinschaft.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Es entstehen keine Kosten für die Deutschsprachige Gemeinschaft.

TOP 4: Tätigkeitsbericht des Jahres 2025 des Beirats für Raumordnung

1. Beschlussfassung:

Die Regierung genehmigt den Tätigkeitsbericht des Jahres 2025 des Beirats für Raumordnung.

Der Ministerpräsident, Minister für lokale Behörden, Raumordnung und Finanzen, wird beauftragt, den Tätigkeitsbericht im Parlament zu hinterlegen.

2. Erläuterungen:

Der Tätigkeitsbericht 2025 des Beirats für Raumordnung umfasst den Berichtszeitraum von Januar bis Dezember 2025.

Der Beirat für Raumordnung ist ein Gremium, in dem Fachexperten sowie Vertreter verschiedener Organisationen über Themen der Raumordnung beraten. Er gibt Stellungnahmen ab zu:

- den Raumordnungs- und Stadtplanungsinstrumenten;
- den von der Regierung erteilten Genehmigungen, für die es zwingende Gründe des Allgemeininteresses gibt;
- den Zielen eines Projekts unter Berücksichtigung der in Artikel D.I.1 angegebenen Ziele und über die Qualität der Umweltverträglichkeit für bestimmte Fälle.

Darüber hinaus berät der Beirat die Regierung in sämtlichen Fragen der städtischen oder ländlichen Raumentwicklung, der Raumordnung und des Städtebaus. Zudem kann es aus eigener Initiative Stellungnahmen zu diesen Themen abgeben.

Der Tätigkeitsbericht fasst das Wirken des Beirats für Raumordnung im Jahr 2025 zusammen. Der Beirat konnte im Berichtszeitraum erneut durch Stellungnahmen zu verschiedenen raumordnerischen Themen wertvolle Impulse für eine ausgewogene und nachhaltige Raumordnung setzen.

Behandelt wurden Einzelanträge für Umweltgenehmigungen, Erlasse der Regierung zur Abänderung des Gesetzbuchs über die räumliche Entwicklung sowie Umweltverträglichkeitsberichte im Rahmen von Sektorenplan-Revisionen.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Es entstehen keine Kosten für die Deutschsprachige Gemeinschaft.

TOP 5: Beschluss zur Vergabe eines öffentlichen Dienstleistungsauftrags über einen Honorarvertrag mit einem Studienbüro für TGA (Technische Gebäudeausstattung)

1. Beschlussfassung:

Die Regierung genehmigt den Beschluss zur Vergabe eines öffentlichen Dienstleistungsauftrags über einen Honorarvertrag mit einem Studienbüro für TGA (Technische Gebäudeausstattung).

Der Ministerpräsident, zuständig für lokale Behörden, Raumordnung und Finanzen, wird mit der Durchführung dieses Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

Bei vorliegendem Auftrag handelt es sich um einen Rahmenvertrag gemäß Artikel 43 §1 des Gesetzes vom 17. Juni 2016. Der Rahmenvertrag wird mit einem Wirtschaftsteilnehmer geschlossen.

Bei diesem Dienstleistungsauftrag handelt es sich um einen Honorarvertrag mit einem Studienbüro, das die Aufgaben des Bauherrn (Projekträger) übernimmt, als Verantwortlicher fungiert und im Namen des Auftraggebers die TGA-Projekte mitentwickelt und koordiniert. Zudem unterstützt es das Facility Management (FM – Gebäudebetrieb & Betriebskostenkontrolle) und das Referat Liegenschaften (Infrastrukturplanung) des Infrastrukturdienstes des Ministeriums der Deutschsprachigen Gemeinschaft. Das Studienbüro muss die belgischen Normen und Gesetze kennen, um diesen Auftrag ausführen zu können.

Schwerpunkte, die im vorliegenden Auftrag berücksichtigt werden, sind unter anderem:

- Ausarbeitung und Abstimmung von TGA-Standards zwischen Facility Management (FM) und Referat Liegenschaften des Infrastrukturdienstes
- TGA-Leistungen: Planung (Konzeption bis Detailplanung), Beratung, Studien, Machbarkeit, Ausschreibungsvorbereitung, Kostenschätzung, Unterstützung bei Genehmigungen je nach Projekt.

Ausschlaggebend für diesen Auftrag ist die Feststellung, dass hauptsächlich die Gebäudetechniken diverser Schulen von Grund auf geprüft werden müssen, da diese entweder schlecht konzipiert oder veraltet sind.

Das Königliche Athenäum Eupen verfügt über ein schlechtes Raumklima, insbesondere bei wärmeren Temperaturen. Das Studienbüro soll ein Klimakonzept erstellen und technische Lösungen vorschlagen, um die Situation langfristig zu verbessern.

Dieses Problem besteht nicht nur im KAE sondern auch im RSI, im Campus Unterstadt und im César Frank Athenäum in Kelmis.

Im CFA Kelmis muss außerdem dringend eine neue Stromkabine gebaut werden, um den Schulbetrieb erhalten zu können.

Der Bedarf dieses Dienstleistungsauftrags besteht auch für die Gebäudetechnik der Gemeinschaftsinfrastrukturen: Einbau einer Sprinkleranlage in der Tiefgarage des Ministeriums, Verbesserung des Raumklimas im Dienstleistungszentrum St-Vith, Überprüfung der Gebäudetechnik bei diversen Bauprojekten (DGSL, Kaleido, Griesdeck, Fb Jugendhilfe, ...), Installation von Photovoltaik-Paneelen, ...

Diese Auflistung ist nicht bindend, d.h. wir behalten uns das Recht vor, weitere Baustellen hinzuzufügen bzw. aufgelistete Baustellen nicht durchzuführen.

Zusätzlich zu den bereits bekannten und aufgelisteten Baustellen wurde ein Stundensatz für kleinere Bauprojekte (< 100.000€ ohne MwSt.) angefragt. Bei diesen Projekten handelt es sich vornehmlich um gängige Wartungs- und Unterhaltsarbeiten in den Gebäuden des öffentlichen Dienstes und den Schulen, die der Dienst Service und Logistik Ostbelgien (DGSL) ausführen muss.

Ausgeschrieben wurde der Dienstleistungsauftrag als offenes Verfahren mit europäischer Bekanntmachung.

Die letzte Frist der Angebotsabgabe im europäischen Verfahren endete am 04/05/2026.

Die Auftragsvergabe kann projekt- oder stufenweise beauftragt oder beendet werden.

3. Finanzielle Auswirkungen:

OB 70 – PR 01 und 07 – ZW 72.10

Die Beauftragung wird im jeweiligen Projekt im Infrastrukturplan erteilt.

Die maximalen Gesamtkosten des vorliegenden Rahmenvertrags über 4 Jahre belaufen sich auf 700.000 € ohne MwSt.

TOP 8: Tätigkeitsbericht zur Zusammenarbeit zwischen der Deutschsprachigen und der Französischen Gemeinschaft 2023 - Arbeitsprogramm 2025-2028

1. Beschlussfassung:

Die Regierung genehmigt den Tätigkeitsbericht in Bezug auf die Zusammenarbeit mit der Französischen Gemeinschaft für das Jahr 2023 und stimmt dem Arbeitsprogramm für die Jahre 2025-2028 zu.

Der Ministerpräsident wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses sowie der Übermittlung der Dokumente an das Parlament der Deutschsprachigen Gemeinschaft beauftragt.

2. Erläuterungen:

Das Zusammenarbeitsabkommen zwischen der Französischen Gemeinschaft und der Deutschsprachigen Gemeinschaft vom 12. April 1995 hält in Artikel 10 Folgendes fest:

„Außer den Befugnissen, die ihm durch Artikel 55§3 des Gesetzes vom 31. Dezember 1981 über institutionelle Reformen für die Deutschsprachige Gemeinschaft erteilt werden, wacht der durch Artikel 55§3 des vorerwähnten Gesetzes geschaffene Ausschuss für die Zusammenarbeit über die Durchführung des vorliegenden Abkommens und koordiniert die Aktivitäten. Der Ausschuss erstattet den betroffenen Ministern beider Regierungen regelmäßig Bericht.“

Laut Artikel 10 soll der Ausschuss für Zusammenarbeit, die sogenannte „Kommission 10.55“, sich mindestens zweimal im Jahr abwechselnd in der einen oder der anderen Gemeinschaft versammeln.

Artikel 12 sieht vor, dass „die Ministerpräsidenten der beiden Regierungen sich wenigstens einmal im Jahr [versammeln]. Sie beschließen über den Jahresbericht des Ausschusses für die Zusammenarbeit und das Zusammenarbeitsprogramm für das folgende Jahr und legen sie ihrer jeweiligen Regierung zur Billigung vor.“

Der Ausschuss für die Zusammenarbeit hat am 2. Oktober 2024 in Eupen getagt und hat den Tätigkeitsbericht 2023 sowie das Arbeitsprogramm 2025-2028 verabschiedet.

Das Arbeitsprogramm 2025-2028 beinhaltet folgende Bereiche: Kind und Kleinkind; Unterrichtswesen; Sport; Jugend; Jugendhilfe; Kultur; Audiovisuelle Medien und Medien; Justizhaus und Zentrum für elektronische Überwachung; Europa und Internationales

3. Finanzielle Auswirkungen:

Durch vorliegenden Beschluss entstehen keine zusätzlichen Kosten für die Deutschsprachige Gemeinschaft.

TOP 10: Erlass der Regierung zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 28. Mai 2009 über die Bescheinigungen, Nachweise, Brevets, Zeugnisse, Diplome und Zusatzdiplome zur Bestätigung der in der Deutschsprachigen Gemeinschaft organisierten Studien

1. Beschlussfassung:

Die Regierung verabschiedet in zweiter und letzter Lesung den Erlass zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 28. Mai 2009 über die Bescheinigungen, Nachweise, Brevets, Zeugnisse, Diplome und Zusatzdiplome zur Bestätigung der in der Deutschsprachigen Gemeinschaft organisierten Studien.

Der Minister für Unterricht, Ausbildung und Beschäftigung wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

Der Erlass der Regierung vom 28. Mai 2009 über die Bescheinigungen, Nachweise, Brevets, Zeugnisse, Diplome und Zusatzdiplome zur Bestätigung der in der Deutschsprachigen Gemeinschaft organisierten Studien legt die Muster für die im Titel des Erlasses genannten Dokumente fest.

- Durch die Reform des Lehramtstudiums an der Autonomen Hochschule Ostbelgien wurden die Ausbildungen im Studienbereich Lehramt von drei auf vier Jahre verlängert.

Im Zuge dieser Reform wurden durch das Dekret vom 30. Juni 2025 über Maßnahmen im Unterrichtswesen und in der Ausbildung 2025 die Zulassungsbedingungen zum 4. Studienjahr festgelegt, die Ausbildungsaktivitäten zur Erlangung der Kompetenzen im Studienbereich Lehramt angepasst und zusätzliches Stellenkapital gewährt.

Durch diese Erweiterung der Ausbildungen im Studienbereich Lehramt, erhöht sich der Studienumfang von 180 auf 240 Kreditpunkte. In der Folge wurden die Muster der Diplome „HO 01 Bachelor in Bildungswissenschaften (Primarschullehrer/in)“ und „HO 02 Bachelor in Bildungswissenschaften (Kindergärtner/in)“ ersetzt. Mit den Anlagen 2 und 3 des vorliegenden Erlassvorentwurfs werden die neuen Muster der Studiennachweise HO 01 und HO 02 festgelegt.

Die angepassten Diplome HO 01 und HO 02 werden erstmals im Schuljahr 2028-2029 verliehen und treten somit am 1.1.2029 in Kraft.

- Durch den Erlass vom 01.10.2020 zur Abänderung und Aufhebung gewisser Bestimmungen im Hinblick auf die Umsetzung der Richtlinie 2005/36/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 7. September 2005 über die Anerkennung von Berufsqualifikationen, wurde die Möglichkeit zur Erlangung des Brevets in Krankenpflege über den schulexternen Prüfungsausschuss abgeschafft.

In der Folge müssen die entsprechenden Diplome PA 05 bis PA 08 aufgehoben und die entsprechenden Passagen aus den Anlagen 1,2 und 3 gestrichen werden, was nun geschieht. Die Französische und die Flämische Gemeinschaft haben ihre schulexternen Prüfungsausschüsse zur Erlangung des Brevets in Krankenpflege ebenfalls abgeschafft – die Französische Gemeinschaft im Jahr 2017 und die Flämische Gemeinschaft bereits im Jahr 2012.

- Mit dem Dekret vom 30. Juni 2025 über Maßnahmen im Unterrichtswesen und in der Ausbildung 2025 wurde unter Kapitel III des Königlichen Erlasses vom 28. Juni 1978 zur Bestimmung der Arten und der Organisation des Förderschulwesens und zur Festlegung der Aufnahme und Beibehaltungsbedingungen auf den verschiedenen Ebenen des Förderschulwesens ein Artikel 38.1 eingefügt, aus dem hervorgeht, dass unter Berücksichtigung der Artikel 82 und Artikel 87 des Dekrets vom 31. August 1998 über den Auftrag an die Schulträger und das Schulpersonal sowie über die allgemeinen pädagogischen und organisatorischen Bestimmungen für die Regel- und Förderschulen der Klassenrat einem Fördersekundarschüler das Abschlusszeugnis der Grundschule verleihen kann, falls er dieses noch nicht erlangt hat.

Artikel 88 des Dekrets vom 31. August 1998 über den Auftrag an die Schulträger und das Schulpersonal sowie über die allgemeinen pädagogischen und organisatorischen Bestimmungen für die Regel- und Förderschulen hält fest, dass der Grundschulbesuch

mit dem Abschlusszeugnis der Grundschule abschließt.

Gemäß Artikel 24 §1 und §1bis des Königlichen Erlasses vom 29. Juni 1984 über die Organisation des Sekundarschulwesens kann den Schülern, die das erste Jahr des Regelsekundarunterrichts erfolgreich bestanden haben, das Abschlusszeugnis der Grundschule verliehen werden; den Schülern, die das zweite Jahr des berufsbildenden Regelsekundarunterrichts erfolgreich bestanden haben, kann ein dem Abschlusszeugnis der Grundschule gleichwertiger Studiennachweis verliehen werden.

Im Fördersekundarschulwesen bestand die Möglichkeit der Vergabe des Abschlusszeugnisses der Grundschule bislang nicht, sodass dieses von Fördersekundarschülern ausschließlich vor dem schulexternen Prüfungsausschuss erlangt werden konnte. Dies stellte eine Ungleichbehandlung von Regel- und Förderschülern dar.

In Analogie zu der Möglichkeit der Vergabe des Abschlusszeugnisses der Grundschule in der ersten Stufe des Regelsekundarschulwesens wurde auch im Fördersekundarschulwesen durch das Dekret vom 30. Juni 2025 die Möglichkeit geschaffen, das Abschlusszeugnis der Grundschule zu verleihen, wenn ein Schüler die in den Rahmenplänen beschriebenen Kompetenzen, die für die Primarschule als Mindestanforderungen festgelegt worden sind, in ausreichendem Maße in jenen Fächern beherrscht, die für die Vergabe des Abschlusszeugnisses der Grundschule bezeichnet worden sind.

Die Regierung legt mit vorliegendem Erlass das Muster des Abschlusszeugnisses (SO 02 Abschlusszeugnis der Grundschule) fest.

- Im Zuge dieser Anpassung wird auch das Diplom GR 01- durch Hinzufügen der bisher fehlenden Rechtsgrundlage- ersetzt: wie bereits erwähnt, sieht der Artikel 24 §1 des Königlichen Erlasses vom 29. Juni 1984 über die Organisation des Sekundarschulwesens vor, dass ein Abschlusszeugnis der Grundschule auch den Schülern verliehen werden darf, die das erste Jahr des Regelsekundarunterrichts erfolgreich bestanden haben. Diese Rechtsgrundlage wird dem bisherigen GR 01 Muster beige-fügt.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Es entstehen keine Kosten für die Deutschsprachige Gemeinschaft.

TOP 11: Dekretvorentwurf zur Abänderung des Dekrets vom 19. März 2012 zur Bekämpfung bestimmter Formen von Diskriminierung

1. Beschlussfassung:

Die Regierung verabschiedet in vierter Lesung den Dekretvorentwurf zur Abänderung des Dekrets vom 19. März 2012 zur Bekämpfung bestimmter Formen von Diskriminierung.

Die Regierung beschließt, in Anwendung von Artikel 12 §2 Absatz 1 des Dekrets vom 19. März 2012 zur Bekämpfung bestimmter Formen von Diskriminierung die Stellungnahme der Gleichbehandlungsstelle in 60-Tage-Frist zu beantragen.

Die Ministerin für Familie, Soziales, Wohnen und Gesundheit wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

Vorliegender Dekretvorentwurf setzt die Richtlinie (EU) 2023/970 des europäischen Parlaments und des Rates vom 10. Mai 2023 zur Stärkung der Anwendung des Grundsatzes des gleichen Entgelts für Männer und Frauen bei gleicher oder gleichwertiger Arbeit durch Entgelttransparenz und Durchsetzungsmechanismen durch Abänderung des Dekrets vom 19. März 2012 zur Bekämpfung bestimmter Formen von Diskriminierung um. Die Richtlinie gilt für Arbeitgeber im öffentlichen und privaten Sektor und muss bis zum 7. Juni 2026 in nationales Recht umgesetzt werden.

Diese Richtlinie enthält Mindestanforderungen zur Stärkung der Anwendung des Grundsatzes des gleichen Entgelts bei gleicher oder gleichwertiger Arbeit für Männer und Frauen (im Folgenden „Grundsatz des gleichen Entgelts“) gemäß Artikel 157 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union und des Diskriminierungsverbots und gemäß Artikel 4 der Richtlinie 2006/54/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 5. Juli 2006 zur Verwirklichung des Grundsatzes der Chancengleichheit und Gleichbehandlung von Männern und Frauen in Arbeits- und Beschäftigungsfragen (Neufassung), insbesondere durch Entgelttransparenz und verstärkte Durchsetzungsmechanismen.

Gemäß Artikel 157 Absatz 1 AEUV ist jeder Mitgliedstaat verpflichtet, die Anwendung des Grundsatzes des gleichen Entgelts für Männer und Frauen bei gleicher oder gleichwertiger Arbeit sicherzustellen. In Artikel 157 Absatz 3 AEUV ist vorgesehen, dass die Union Maßnahmen zur Gewährleistung der Anwendung des Grundsatzes der Chancengleichheit und der Gleichbehandlung von Männern und Frauen in Arbeits- und Beschäftigungsfragen, einschließlich des Grundsatzes des gleichen Entgelts, beschließt.

In der Richtlinie 2006/54/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 5. Juli 2006 zur Verwirklichung des Grundsatzes der Chancengleichheit und Gleichbehandlung von Männern und Frauen in Arbeits- und Beschäftigungsfragen (Neufassung), die in der Deutschsprachigen Gemeinschaft durch das Dekret vom 19. März 2012 zur Bekämpfung bestimmter Formen von Diskriminierung umgesetzt worden ist, ist vorgesehen, dass bei gleicher Arbeit oder bei einer Arbeit, die als gleichwertig anerkannt wird, mittelbare und unmittelbare Diskriminierung aufgrund des Geschlechts in Bezug auf sämtliche Entgeltbestandteile und -bedingungen beseitigt werden sollen.

In der Bewertung der einschlägigen Bestimmungen der Richtlinie 2006/54/EG (2020) ist festgestellt worden, dass die Anwendung des Grundsatzes des gleichen Entgelts durch mangelnde Transparenz der Entgeltsysteme, mangelnde Rechtssicherheit in Bezug auf den Begriff der gleichwertigen Arbeit und Verfahrenshindernisse für Diskriminierungsopfer behindert werde. Arbeitnehmern fehlten die nötigen Informationen, die sie für eine erfolgreiche Geltendmachung eines Anspruchs auf gleiches Entgelt benötigten. In der Bewertung sei festgestellt worden, dass sich durch größere Transparenz geschlechtsspezifische Verzerrungen und Diskriminierungen in den Vergütungsstrukturen eines Unternehmens oder einer Organisation aufdecken ließen. Arbeitnehmer, Arbeitgeber und Sozialpartner wären dadurch auch in der Lage, geeignete Maßnahmen zur Gewährleistung der Anwendung des Rechts auf gleiches Entgelt bei gleicher oder gleichwertiger Arbeit zu ergreifen.

Durch die Richtlinie 2023/970 werden verbindliche Maßnahmen eingeführt, um die Entgelttransparenz zu verbessern, Arbeitnehmer zu ermutigen, ihre Vergütungsstrukturen zu überprüfen, um sicherzustellen, dass Frauen und Männer, die gleiche oder gleichwertige Arbeit leisten, das gleiche Entgelt erhielten, sowie Diskriminierungsopfer in die Lage zu versetzen, ihr Recht auf gleiches Entgelt auszuüben. Diese verbindlichen Maßnahmen müssten durch Bestimmungen ergänzt werden, mit denen bestehende Rechtsbegriffe wie Entgelt und gleichwertige Arbeit präzisiert werden, und durch Maßnahmen zur Verbesserung der Durchsetzungsmechanismen und des Zugangs zur Justiz.

Die Richtlinie 2023/970 führt für Arbeitnehmer das Recht ein, schriftliche Informationen über ihr individuelles Entgeltniveau und die nach Geschlecht aufgeschlüsselten durchschnittlichen Entgeltlevels für Gruppen von Arbeitnehmern, die gleiche oder gleichwertige Arbeit verrichten, anzufordern.

Darüber hinaus verpflichtet die Richtlinie 2023/970 Arbeitgeber, regelmäßig über das Entgeltgefälle zwischen Arbeitnehmern und Arbeitnehmerinnen zu berichten. Wenn aus diesem Bericht hervorgeht, dass ein Unterschied bei der durchschnittlichen Entgelthöhe von Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmern in Höhe von mindestens 5 % in einer Gruppe von Arbeitnehmer besteht und dieser Unterschied nicht durch objektive, geschlechtsneutrale Kriterien gerechtfertigt ist, muss eine gemeinsame Vergütungsbewertung durchgeführt werden. Auf der Grundlage dieser gemeinsamen Vergütungsbewertung müssen Arbeitgeber die Vergütungsunterschiede ermitteln, beseitigen und verhindern.

Die Umsetzung der Artikel der Richtlinie 2023/970, die aller Voraussicht nach in den Zuständigkeitsbereich der Deutschsprachigen Gemeinschaft fallen, werden in den Kommentaren zu den Artikeln des vorliegenden Dekretvorentwurfs dargelegt. Da noch kein föderaler Gesetzesentwurf vorliegt, werden ge-

gebenfalls Abänderungen am vorliegenden Dekretvorentwurf vorgenommen und ein Zusammenarbeitsabkommen abgeschlossen werden müssen.

Der Staatsrat stellt in seinem Gutachten fest, dass eine Verarbeitung personenbezogener Daten stattfindet, wenn der von der Regierung bestimmte Dienst und die Gleichbehandlungsstelle Zugang zu den betreffenden Informationen erhalten, wenn der Arbeitgeber festgestellt hat, dass die in Artikel 10.4, 10.6 und 10.7 angeführten Verpflichtung zur Offenlegung des Entgelts zu einer möglichen Identifizierung seines Arbeitnehmers in seiner Einrichtung oder Unternehmen führen würde, auch wenn die Informationen anonymisiert übermittelt werden. Hier werde der Zugang zu personenbezogenen Daten geregelt, nämlich „das Entgelt eines identifizierbaren Arbeitnehmers“. Folglich müssen die wesentlichen Elemente der Verarbeitung personenbezogener Daten im Dekret selbst festgelegt werden. Infolge dieser Bemerkungen wurden Datenschutzbestimmungen in den Dekretvorentwurf aufgenommen und der Dekretvorentwurf wurde der Datenschutzbehörde zur Begutachtung vorgelegt. Infolge des Begutachtungsantrags vom 28. April 2026 teilte die Datenschutzbehörde mit ihrer Entscheidung Nr. ADV-2026-00007 vom 3. Juni 2026 mit, dass sie auf das Standard-Gutachten Nr. 65/2023 vom 24. März 2023 verweist.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Es entstehen keine finanziellen Auswirkungen für die Deutschsprachige Gemeinschaft.

TOP 12: Aktualisierung der Vertreterdatenbank: zu löschende Gremien im Bereich Gesundheit und Wohnen

1. Beschlussfassung:

Die Regierung beschließt, folgende Gremien aus der Vertreterdatenbank zu löschen:

- Wallonische Gesellschaft für Sozialkredite/Société wallonne du crédit social (SWCS) – Verwaltungsrat;
- Hoher Rat für Gesundheit – Conseil supérieur de la santé (CSS).

Die Ministerin für Familie, Soziales, Wohnen und Gesundheit wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

Die nachfolgenden Gremien können aus der Vertreterdatenbank gelöscht werden. Eine Vertretung seitens der Deutschsprachigen Gemeinschaft ist nicht mehr vorgesehen:

- Die in Artikel 175.5, §1 des „Wallonischen Gesetzbuches über nachhaltiges Wohnen“ (*Code wallon de l'habitation durable*) » vorgesehene Vertretung der Deutschsprachigen Gemeinschaft im Verwaltungsrat der

SWCS wird in Artikel 33 des Dekretes vom 28. September 2023 zur Abänderung des o.e. „Wallonischen Gesetzbuches über nachhaltiges Wohnen“ aufgehoben. Die Bestellung des bisherigen Vertreters, Marc Xhonneux, wird aufgehoben.

- Der Hohe Rat für Gesundheit/*Conseil supérieur de la Santé* (CSS), geschaffen durch den Königlichen Erlass vom 5. März 2007, sieht die Vertretung der Gemeinschaften nicht mehr vor, da es sich um ein unabhängiges wissenschaftliches Gremium handelt. Die Bestellung der bisherigen Vertreter - Dr. Mathias Maucher als effektives Mitglied sowie Frau Karin Cormann als Ersatzmitglied - werden aufgehoben.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Es gibt keine finanziellen Auswirkungen.

TOP 13: Erlass der Regierung zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 14. Februar 2017 zur Bestellung der Mitglieder des Rates für Familienleistungen

1. Beschlussfassung:

Die Regierung verabschiedet den Erlass zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 14. Februar 2017 zur Bestellung der Mitglieder des Rates für Familienleistungen.

Die Ministerin für Familie, Soziales, Wohnen und Gesundheit wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

Mit dem Erlass vom 14. Februar 2017 wurden die Mitglieder des Rates für Familienleistungen durch die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft für eine Mandatsperiode von fünf Jahren bestellt.

Gemäß den Bestimmungen aus Art. 79 §1 des Dekrets vom 23. April 2018 über die Familienleistungen, und nach seiner Abänderung durch das Programmdekret vom 24. Februar 2025, gehören dem Rat folgende stimmberechtigte Mitglieder an: sechs Vertreter des Wirtschafts- und Sozialrates, wovon drei Vertreter der repräsentativen Arbeitnehmerorganisationen und drei Vertreter der überberuflichen Arbeitgeberorganisationen mit Sitz in der Deutschsprachigen Gemeinschaft,

Neben den hierüber angeführten stimmberechtigten Mitgliedern gehören dem Rat für Familienleistungen mit beratender Stimme folgende Mitglieder an:

- ein Vertreter der für Familienleistungen zuständigen Ministerin,
- ein Vertreter des für Familienleistungen zuständigen Fachbereichs des Ministeriums,
- ein Vertreter der Dienststelle für Selbstbestimmtes Leben.

Mit dem Programmdekret vom 24. Februar 2025 wurde bestimmt, dass die stimmberechtigten Mitglieder des Rates einzig vom Wirtschafts- und Sozialrat gestellt werden. Diese Bestimmung gewährleistet, dass der Rat auch infolge personeller Wechsel nicht in seinen Beschlussfindungen beeinträchtigt wird.

Weiterhin bleiben dem Rat aber künftig die drei Mitglieder mit beratender Stimme erhalten, wie es von Beginn an vorgesehen war.

Hinzu kommt, dass bei den Bezeichnungen die Bestimmungen des Dekrets vom 3. Mai 2004 zur Förderung der ausgewogenen Vertretung von Männern und Frauen in beratenden Gremien, berücksichtigt werden müssen und folglich dem Ziel einer ausgewogenen Vertretung von Männern und Frauen entsprechen sollten. Konkret bedeutet dies, dass maximal zwei Drittel der stimmberechtigten Ratsmitglieder demselben Geschlecht angehören dürfen.

Mit Schreiben vom 30. April 2026 teilt der Wirtschafts- und Sozialrat der Deutschsprachigen Gemeinschaft dem Ministerium mit, dass dieser in seiner Sitzung vom 28. April 2026 einige Mandate neu bezeichnet hat.

Aus vorgenanntem Schreiben ergibt sich nun folgende Vertretung:

- **Stimmberechtigte Mitglieder**

Sechs Vertreter des Wirtschafts- und Sozialrates (WSR),

- **Wovon drei Vertreter der repräsentativen Arbeitnehmerorganisationen mit Sitz in der Deutschsprachigen Gemeinschaft**

Effektive Mitglieder	Ersatzmitglieder
Mike Mettlen	Thomas Tychon
Claudine Legros	Susanne Niessen
Danny Laschet	N.N.

Auf der Seite der Arbeitnehmervertreter wurde nun eine Position geändert: Frau Laurie Van Isacker scheidet als Ersatzkandidatin von Herrn Danny Laschet aus dem Rat aus, wobei ein neuer Ersatz später noch bezeichnet wird.

- **Und drei Vertreter der überberuflichen Arbeitgeberorganisationen mit Sitz in der Deutschsprachigen Gemeinschaft**

Effektive Mitglieder	Ersatzmitglieder
Volker Klinges	Lara Radermacher
Rita Ernst	Samuel Deneffe
Nico Wolff	Rita Ernst

Auf der Seite der Arbeitgebervertreter haben wir folgende Änderungen:

- Frau Lara Radermacher als effektives Mitglied und Herr Dirk Vandriessche als ihr Ersatzkandidat scheiden aus dem Rat aus. Beide werden ersetzt durch Frau Rita Ernst (effektives Mitglied) und Herrn Samuel Deneffe (Ersatzmitglied).
- Zudem scheidet Frau Brigitte Cloot als Ersatzmitglied von Herrn Nico Wolff aus dem Rat aus. Diesen Platz nimmt künftig Frau Rita Ernst ein.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Es entstehen keine Kosten für die Deutschsprachige Gemeinschaft.



Mitteilung vom 30.06.2026

Vague de chaleur : Fin de la phase d’alerte du plan Ozone et fortes chaleurs ce lundi 29 juin 2026

Mardi dernier, le 23 juin 2026, le Risk Management Group (RMG) a décidé de déclencher la phase d’alerte du plan Ozone et fortes chaleurs. Cette mesure exceptionnelle a été prise en raison des températures très élevées et des fortes concentrations d’ozone attendues. Le lundi 29 juin 2026, le RMG a décidé de mettre fin à la phase d’alerte.

Résultats de l’adjudication de certificats de Trésorerie du 30 juin 2026

Communiqué de presse de l’Agence fédérale de la Dette

L’Agence fédérale de la Dette communique qu’elle a accepté les offres à l’adjudication de certificats de Trésorerie de ce jour pour un montant total de EUR 3.550 milliards. Ce montant est réparti sur les lignes de la façon suivante :

ISIN Code : BE0312817894 - 15/10/2026
 Montant accepté (EUR milliards) : 1.005
 Rend. moyen pondéré: 2.371%
 Bid-to-cover ratio : 1.60

ISIN Code : BE0312820922 - 14/01/2027
 Montant accepté (EUR milliards) : 1.475
 Rend. moyen pondéré: 2.448%
 Bid-to-cover ratio : 1.47

ISIN Code : BE0312825970 - 10/06/2027
 Montant accepté (EUR milliards) : 1.070
 Rend. moyen pondéré: 2.551%
 Bid-to-cover ratio : 2.06

Pour plus de détails, voir les pages Refinitiv BELG/TC ou Bloomberg BEDA - TC Auctions - Results.

Syndrome de fatigue chronique : comment changer la donne pour les patients ?

L'encéphalomyélite myalgique ou syndrome de fatigue chronique (EM/SFC) est une maladie complexe associée à un lourd fardeau de santé. Parce qu'elle reste mal comprise, sa prise en charge est souvent aussi un vrai casse-tête pour les professionnels de la santé. Comment mieux encadrer les patients concernés ? Pour répondre à cette question, l'équipe du Centre Fédéral d'Expertise des Soins de Santé (KCE) a commencé par les solliciter pour mieux comprendre les difficultés qu'ils rencontrent, mais aussi ce dont ils ont vraiment besoin. Elle s'est ensuite plongée dans la littérature scientifique et dans des exemples étrangers pour tenter d'identifier les facteurs-clés d'une organisation des soins efficace. Les informations utiles à ce sujet sont claires, mais mettent en avant l'importance d'une approche multidisciplinaire, individualisée et suffisamment flexible pour pouvoir s'adapter à un tableau clinique très hétérogène et aux limitations des patients. En parallèle, il est urgent de renforcer la compréhension et la connaissance de la maladie par des programmes de recherche dédiés, ainsi que l'expertise de tous les professionnels qui peuvent intervenir dans la prise en charge.

Mitteilung vom 29.06.2026

Saison des festivals : appel à la vigilance contre les pickpockets

4.367, c'est le nombre de vols à la tire recensés entre juillet et septembre 2025. Smartphone, carte bancaire, portefeuille : pendant que la saison des festivals bat son plein, les pickpockets se mettent eux aussi en mouvement. Le Service public fédéral Intérieur appelle les festivaliers à la vigilance et rappelle cinq réflexes simples pour éviter que la fête ne laisse de mauvais souvenirs.

Résultats de l'adjudication OLO du 29 juin 2026

L'Agence fédérale de la Dette communique qu'elle a accepté les offres à l'adjudication de ce jour pour un montant total de EUR 2.963 milliards. Ce montant est réparti sur les lignes de la façon suivante :

OLO 3.00% 22/06/2034 (OLO 73)
ISIN Code : BE0000333428 - 22/06/2034
Montant accepté (EUR milliards) : 1.160
Rend. moyen pondéré: 3.176%
Bid-to-cover ratio : 1.66

OLO 4.25% 28/03/2041 (OLO 60)
ISIN Code : BE0000320292 - 28/03/2041
Montant accepté (EUR milliards) : 0.946
Rend. moyen pondéré: 3.791%
Bid-to-cover ratio : 1.62

OLO 4.35% 22/06/2056 (OLO 107)
ISIN Code : BE0000367764 - 22/06/2056
Montant accepté (EUR milliards) : 0.857
Rend. moyen pondéré: 4.313%
Bid-to-cover ratio : 1.64

Mitteilung vom 28.06.2026

La Belgique soutient le Venezuela à travers B-FAST suite aux lourds tremblements de terre

De lourds tremblements de terre ont touché le Venezuela. La Belgique, à travers B-FAST, répond présent à la demande internationale d'aide à travers la mise à disposition de son expertise et en envoyant du matériel d'abri.

Mitteilung vom 27.06.2026

Vague de chaleur : forte augmentation des appels au 112 et des transports en ambulance vers les hôpitaux

Dans le contexte de la vague de chaleur prolongée qui touche actuellement le pays, une vigilance accrue est demandée pour ce samedi. Cette situation a un impact direct sur les services de secours et sur l'ensemble du système de soins.

Mitteilung vom 26.06.2026

Conseil des ministres du 26 juin 2026

Le Conseil des ministres s'est réuni au 16 rue de la Loi le vendredi 26 juin 2026, sous la présidence du Premier ministre Bart De Wever.

Le Conseil des ministres a pris les décisions suivantes :

Marché public pour la Défense : achat d'ambulances

Sur proposition du ministre de la Défense Theo Francken, le Conseil des ministres a marqué son accord sur la passation d'un marché public au profit de la Défense.

Confirmation d'arrêtés royaux relatifs aux cotisations au Fonds budgétaire pour la santé et la qualité des animaux

Sur proposition du ministre de l'Agriculture David Clarinval, le Conseil des ministres a approuvé un avant-projet de loi portant confirmation de trois arrêtés royaux relatifs aux cotisations obligatoires au Fonds budgétaire pour la santé et la qualité des animaux et des produits animaux.

Affaires sociales : augmentation du nombre d'heures supplémentaires volontaires – Deuxième lecture

Sur proposition du ministre des Affaires sociales Frank Vandenbroucke, le Conseil des ministres a approuvé en deuxième lecture un projet d'arrêté

royal relatif à l'augmentation du nombre d'heures supplémentaires volontaires.

Utilisation des contributions uniques au sein du Fonds de pension solidarisé des administrations provinciales et locales

Sur proposition du ministre des Pensions Jan Jambon, le Conseil des ministres a approuvé un avant-projet de loi relatif à l'utilisation des contributions uniques au sein du Fonds de pension solidarisé des administrations provinciales et locales (FPS).

Extension de la suspension préventive du paiement de la pension du secteur public

Sur proposition du ministre des Pensions Jan Jambon, le Conseil des ministres a approuvé un avant-projet de loi visant à étendre le régime légal de la suspension préventive du paiement de la pension du secteur public.

Modifications relatives à la tutelle des mineurs étrangers non accompagnés

Sur proposition de la ministre de la Justice Annelies Verlinden, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal relatif à la tutelle des mineurs étrangers non accompagnés (TMNA) dans le cadre du pacte européen sur la migration et l'asile.

Désignation des organismes indépendants concernant la proportionnalité des règlements des Ordres des avocats

Sur proposition de la ministre de la Justice Annelies Verlinden, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal désignant les organismes indépendants chargés de rendre un avis sur la proportionnalité des règlements des Ordres des avocats et fixant les modalités, la procédure et les délais.

Dispositions diverses Intérieur

Sur proposition du ministre de la Sécurité et de l'Intérieur Bernard Quintin, le Conseil des ministres a approuvé un avant-projet de loi visant à apporter certaines modifications dans les secteurs qui relèvent de la compétence du département de l'« Intérieur ».

Modifications des conditions entourant les concessions domaniales des installations Modular Offshore Grid

Sur proposition de la ministre chargée de la Mer du Nord Annelies Verlinden et du ministre de l'Énergie Mathieu Bihet, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal modifiant les conditions relatives aux concessions domaniales des installations Modular Offshore Grid (MOG) dans la zone Princesse Elisabeth dans la partie belge de la mer du Nord.

Désignation des administrateurs de SFPIM Defence

Sur proposition du ministre des Finances Jan Jambon, le Conseil des ministres a marqué son accord sur la désignation des administrateurs de SFPIM, filiale spécialisée de la Société fédérale de Participations et d'Investissement.

Adjudication OLO du 29 juin 2026 : montant à adjuger

L'Agence fédérale de la Dette communique que la fourchette du montant qui sera adjugé lors de la prochaine adjudication d'OLO le lundi 29 juin 2026, est de EUR 2.6/3 milliards

3 lignes d'OLO seront adjugées :

1. OLO 3.00% 22/06/2034 ISIN BE0000333428 (OLO 73)
2. OLO 4.25% 28/03/2041 ISIN BE0000320292 (OLO 60)
3. OLO 4.35% 22/06/2056 ISIN BE0000367764 (OLO 107)

Mitteilung vom 25.06.2026

Le SPF Finances assumera le rôle d'autorité Peppol belge à partir de 2027

Le SPF Stratégie et Appui (BOSA) exerce actuellement le rôle d'autorité Peppol belge, et ce depuis plus de 10 ans. Le SPF Finances reprendra ce rôle à partir de 2027.

L'autorité Peppol joue un rôle clé dans la gouvernance, la certification et le bon fonctionnement du réseau Peppol. Ce réseau constitue la base de la facturation électronique et des futures obligations en matière de reporting. L'extension prévue vers l'e-reporting renforce encore l'importance stratégique de ce rôle.

Les autorités sanitaires mettent en garde concernant les risques pour la santé lors des événements de ce week-end

Communiqué de presse commun – SPF Santé publique, AVIQ, Vivalis, ONE, Département Zorg et Ostbelgien - Ce week-end, de nombreux événements sociaux, culturels et sportifs, petits et grands, auront lieu partout en Belgique, allant des fêtes scolaires et familiales aux compétitions sportives et aux spectacles. Compte tenu des températures exceptionnellement élevées et des pics d'ozone attendus dans les prochains jours, il est très important, tant pour les participants que pour les organisateurs, d'évaluer soigneusement les risques et de prendre les mesures préventives nécessaires. Les autorités sanitaires fédérales et régionales appellent donc à une vigilance accrue pour tous les événements, en particulier pour les personnes vulnérables à la chaleur telles que les jeunes enfants, les personnes âgées, les femmes

enceintes et les personnes souffrant de problèmes de santé.

Discours de haine, maternité, responsabilités familiales : les signalements explosent en 2025

En 2025, l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes a enregistré 1722 signalements, soit une augmentation de 53% par rapport à 2024. Cette hausse exceptionnelle s'explique en grande partie par un pic de signalements de discours de haine. Mais d'autres tendances de fond se démarquent également : les discriminations liées à la maternité et aux responsabilités familiales et les signalements de violences sexuelles numériques poursuivent leur croissance.

Mitteilung vom 24.06.2026

COMMUNIQUE DE PRESSE de la Conférence Interministérielle Santé publique

La Conférence interministérielle Santé publique est parvenue, par consensus, à une proposition de principe concernant la réforme du paysage hospitalier pour les dix prochaines années. Elle s'est basée sur le rapport de la commission d'experts indépendants et sur les avis des parties prenantes. Cette proposition de principe constitue une base commune de travail. Elle permettra aux ministres de la Santé de poursuivre les discussions avec leurs gouvernements respectifs et de préciser certains aspects de la réforme avant l'adoption des décisions définitives prévue en septembre. « Nous avons un système de santé solide, mais nous devons le changer pour le préserver », ont également souligné les experts. « Nous devons veiller à ce que les patients reçoivent les meilleurs soins et à ce que notre personnel soignant soit mobilisé efficacement », ont déclaré les ministres.

Le SPF Finances publie son rapport annuel 2025 : une année marquée par la digitalisation, des recettes en hausse et un renforcement de la lutte contre la fraude

Le SPF Finances publie aujourd'hui son rapport annuel 2025. Celui-ci met en lumière une année de résultats solides, au service des citoyens, des entreprises et des pouvoirs publics, avec trois priorités constantes : assurer une contribution fiscale équitable, protéger la société et renforcer la confiance grâce à des règles claires.



Belgische Nationalbank

Die Belgische Nationalbank veröffentlicht den Bericht 2025 der Zentrale für Privatkredite

30 Juni 2026 - 14:00

Die Zahl der neuen Hypothekarkredite steigt, während die Abzahlungsgeschäfte zurückgehen. Dies spiegelt die gegensätzlichen Entwicklungen auf dem aktuellen Markt in Belgien wider.

... [weiter lesen](#) (fr)

Comptes non financiers des secteurs institutionnels – Premier trimestre de 2026

30 juin 2026 - 11:00

- Le taux d'épargne des ménages se replie sensiblement à 11,9 %.
- Le taux de marge des entreprises s'affiche en hausse à 44,7 %.
- Le déficit des administrations publiques revient à 4,8 % du PIB, contre 5,7% au trimestre précédent.

... [lire plus](#)

Unternehmervertrauen steigt im Juni weiter

24 Juni 2026 - 15:00

Das Unternehmervertrauen steigt im Juni weiter und unterstreicht damit die Erholung des Vormonats. Dies ist vor allem auf eine Verbesserung des Geschäftsklimas im Baugewerbe und im Handel zurückzuführen. ... [weiter lesen](#) (fr)



Vlaamse Regering

Ministerraad via elektronische procedure van 26 juni 2026

- Bevoegdheidsbesluit
- Mededelingen

Ministerraad van 26 juni 2026

- Wijziging decreet wetenschaps- en innovatiebeleid
- Flanders Trainee Programme: ontwerpdecreet over subsidiëring stages bij multilaterale organisaties
- West-Vlaamse kunstenfestivals
- Bilaterale luchtvervoerovereenkomst Zimbabwe: voorontwerp van instemmingsdecreet
- Productie-installatie 2Valorise Ham
- Oproep Steunpunt Beleidsrelevant Onderzoek voor Jeugd (2027-2031)

- Eerste herverdeling provisioneel krediet: Vlaams Klimaatfonds (VKF)
- Controle uittreksel strafregister in het jeugdwerk
- Vrijwillige samenvoeging van gemeenten
- Werk- en zorgtrajecten: ontwerp van wijzigingsdecreet
- Voorwaarden voor aanvoer van buitenlandse straat- en asielhonden en -katten voor adoptie
- Antwoord en amendementen van de Vlaamse Regering naar aanleiding van de opmerkingen geformuleerd door het Rekenhof aangaande de indiening in het Vlaams Parlement van: - het ontwerpdecreet houdende aanpassing van de middelenbegroting van de Vlaamse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 2026 - het ontwerpdecreet houdende aanpassing van de uitgavenbegroting van de Vlaamse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 2026
- Verzameldecreet Werk
- Optimalisatie rechterlijke procedure Raad voor Vergunningsbetwistingen en Handhavingscollege: voorontwerp van wijzigingsdecreet
- Sectorconvenants en addenda Duaal leren 2026-2028
- Langlopend onderzoek Werk ECOOM 2026-2028
- Organisatie en personeel onderwijs in de gemeenschapsinstellingen (GI-school)
- De Resonant & Artesis Plantijn Hogeschool Antwerpen: erkenning graduaatsopleiding Basisverpleegkunde schooljaar 2026-2027
- Atlas College Genk 7 & UC Limburg: erkenning graduaatsopleiding Basisverpleegkunde schooljaar 2026-2027
- BenedictusPoort campus De Deyne & Arteveldehogeschool: erkenning graduaatsopleiding Basisverpleegkunde tot en met schooljaar 2029-2030
- GO! Busleyden Atheneum-campus Botaniek & Erasmushogeschool Brussel: erkenning graduaatsopleiding Basisverpleegkunde schooljaar 2026-2027
- Hast Katholiek Onderwijs Hasselt 039115 & UC Limburg: erkenning graduaatsopleiding Basisverpleegkunde schooljaar 2026-2027
- Hoger Instituut voor Verpleegkunde Sint-Elisabeth & Thomas More Kempen: erkenning graduaatsopleiding Basisverpleegkunde schooljaar 2026-2027
- Hoger Beroepsonderwijs Verpleegkunde Ic Dien & Katholieke Hogeschool Vives Noord: erkenning graduaatsopleiding Basisverpleegkunde tot en met schooljaar 2029-2030
- Instituut voor Verpleegkunde Sint-Vincentius & Arteveldehogeschool: erkenning graduaatsopleiding Basisverpleegkunde schooljaar 2026-2027
- Provinciale Secundaire School Hasselt & Hogeschool PXL: erkenning graduaatsopleiding Basisverpleegkunde schooljaar 2026-2027
- RHIZO 4 & Katholieke Hogeschool Vives Zuid: erkenning graduaatsopleiding Basisverpleegkunde schooljaar 2026-2027
- Stfran. & UC Leuven: erkenning graduaatsopleiding Basisverpleegkunde tot en met schooljaar 2029-2030
- Sint-Aloysiusinstituut voor Verpleegkunde & Thomas More Kempen: erkenning graduaatsopleiding Basisverpleegkunde schooljaar 2026-2027
- Sint-Guido-Instituut & Odisee: erkenning graduaatsopleiding Basisverpleegkunde
- Sint-Norbertusinstituut & Karel de Grote Hogeschool, Katholieke Hogeschool Antwerpen: erkenning graduaatsopleiding Basisverpleegkunde
- Sint-Augustinusinstituut & Odisee: erkenning graduaatsopleiding Basisverpleegkunde
- Sint-Norbertusinstituut 1 & Thomas More Mechelen-Antwerpen: erkenning graduaatsopleiding Basisverpleegkunde
- GO! Vesaliusinstituut & Hogeschool Gent: erkenning graduaatsopleiding Basisverpleegkunde
- Sint-Carolus Secundair Onderwijs & Odisee: erkenning graduaatsopleiding Basisverpleegkunde
- ZOWE Verpleegkunde & Hogeschool West-Vlaanderen: erkenning graduaatsopleiding Basisverpleegkunde
- Amendementen programmadecreet begrotingsaanpassing 2026: onderwijs
- Samenwerkingsakkoord begeleiding en behandeling verdachten/daders seksuele misdrijven: voorontwerp instemmingsdecreet
- Verlenging van de bijkomende flexibiliteit in de personeelsinzet in woonzorgcentra en centra voor kortverblijf
- Rode Kruis-Vlaanderen: aanwijzing afgevaardigde
- Aansluiting gedeeltelijke premie Vlaamse sociale bescherming
- Wijziging VSB-decreet: handhaving
- Verhoging subsidie inkomenstarief voor gezinsopvang
- Restitutiedecreet naziroofkunst
- Vlaamse gezondheidsdoelstelling 'Gezonde Generatie 2026 – 2035'
- Versterking vertrouwenscentra kindermishandeling
- Wijziging Decreet Integraal Waterbeleid: uitzondering op het achteruitgangsverbod voor de verplaatsing van verontreinigd water of sediment

- Wijziging Bodemdecreet: versterking garanties voor uitvoering en financiering wettelijke saneringsplicht
- Watergevoelige openruimtegebieden (WORG)
- Subsidiëren van een lokaal sportbeleid
- Vlaamse wegcode: wijziging datum inwerking-treding
- Wijziging mediadecreet: bescherming minderjarige bij tussenhandeldiensten die lichamelijke, geestelijke of morele ontwikkeling kunnen aantasten
- Bekrachtiging en afkondiging van het decreet tot wijziging van het Groeipakketdecreet van 2018, wat de selectieve participatietoelage in het secundair onderwijs betreft, aangenomen door het Vlaams Parlement op 24 juni 2026
- Bekrachtiging en afkondiging van het decreet tot wijziging van artikel 113novies van het decreet van 15 juni 2007 betreffende het volwassenenonderwijs, wat betreft het inschrijvingsgeld voor de taalopleiding Frans, Engels en Duits en tot wijziging van artikel 8 van het besluit van de Vlaamse Regering van 7 oktober 2022 over de NT2-test in het volwassenenonderwijs, wat betreft de overgangsmaatregel voor de ontwikkeling van de mondelinge onderdelen van de NT2-test op het taalniveau B1, aangenomen door het Vlaams Parlement op 24 juni 2026
- Ontwerp van verzameldecreet omgeving, leefmilieu en natuur, ruimtelijke ordening en landbouw
- Wijziging Vlaamse Codex Fiscaliteit: invoering CO2 kilometerheffing vrachtwagens
- Wijziging sectorale regelgeving beleidsdomein Werk, Economie, Wetenschap, Innovatie, Landbouw en Sociale Economie (WEWILS)
- Mededelingen



Gouvernement de Wallonie

Mitteilung vom 25.06.2026

Inondations : la Wallonie poursuit la reconstruction et renforce sa préparation face aux risques climatiques

Près de cinq ans après les inondations de juillet 2021, le Gouvernement wallon poursuit la reconstruction des vallées sinistrées et tire les enseignements de la catastrophe. Réforme des calamités, amélioration de la gestion des crises, nouveaux bassins d'orage et poursuite des chantiers : plusieurs décisions ont été prises pour mieux protéger les citoyens et préparer la Wallonie aux événements climatiques extrêmes. ... [lire plus](#)

13 millions d'euros pour poursuivre la réhabilitation des infrastructures régionales

Le Gouvernement wallon octroie une subvention de 13 millions d'euros à la SOFICO afin de poursuivre la réhabilitation des infrastructures régionales touchées par les inondations de juillet 2021. Elle vise à garantir la poursuite des travaux nécessaires sur les voiries, ouvrages d'art, voies hydrauliques, tunnels, bassins d'orage et autres infrastructures publiques impactées. ... [lire plus](#)

Le Gouvernement wallon prolonge le droit de tirage pour sécuriser les acquisitions et démolitions

Le Gouvernement wallon prolonge le délai de transmission des pièces justificatives liées au droit de tirage destiné à l'acquisition de biens immobiliers et aux travaux de démolition subséquents aux inondations de juillet 2021. Cette décision permet aux communes sinistrées de finaliser les dossiers en cours, d'éviter une perte de moyens utiles sur le terrain et d'assurer une utilisation plus efficace des enveloppes régionales. ... [lire plus](#)

La Wallonie avance dans ses schémas stratégiques par bassin versant

Le Gouvernement wallon a pris connaissance de l'état des lieux de l'avancement des schémas stratégiques multidisciplinaires par bassin versant. Cette démarche s'inscrit dans le suivi de la recommandation 135 de la Commission d'enquête parlementaire sur les inondations de juillet 2021. Ces schémas visent à mieux organiser la reconstruction, la prévention et l'aménagement du territoire dans les zones exposées aux risques d'inondation. Ils permettent d'agir à l'échelle la plus pertinente : celle des bassins versants, là où l'eau circule réellement. ... [lire plus](#)

Inondations, sécheresses, canicules : la Wallonie franchit une nouvelle étape

L'élaboration de la future Stratégie wallonne d'adaptation aux changements climatiques franchit une nouvelle étape. Les grandes orientations ont été identifiées. Les travaux aboutiront d'ici la fin de l'année, avec, à la clé, une série d'actions concrètes et objectivées. ... [lire plus](#)

La Wallonie lance « Rives » pour rendre visible la reconstruction de la vallée de la Vesdre

Le Gouvernement wallon lance « Rives », un dispositif inédit pour permettre aux citoyens de comprendre et de s'appropriier les chantiers de reconstruction et de prévention menés depuis les inondations de juillet 2021, en les rendant plus visibles et plus lisibles. Déployé à partir du 25 juin dans la vallée de la Vesdre, Rives offre aux citoyens un point d'information unique et met à disposition des communes des outils de communication communs. ... [lire plus](#)

La reconstruction passe aux grands chantiers dans la vallée de la Vesdre

Près de cinq ans après les inondations de juillet 2021, la vallée de la Vesdre va changer. Elle entre dans une phase décisive de reconstruction, avec des travaux concrets pour mieux protéger les habitants, renforcer la résilience du territoire et améliorer durablement le cadre de vie. L'année 2026 marque le déploiement de 14 chantiers structurants, dont plusieurs sont déjà lancés et d'autres entreront progressivement en phase opérationnelle. ... [lire plus](#)

Allocations familiales : un nouveau dispositif pour mieux accompagner les jeunes après leurs études

Le Gouvernement wallon a adopté, en première lecture, un projet d'optimisation des allocations familiales pour les jeunes de 21 à 25 ans. Dans le cadre de l'harmonisation du droit aux allocations familiales pour les jeunes de 18 à 25 ans, ce projet s'inscrit dans la volonté de créer un système plus cohérent et lisible, notamment pour la tranche des 21-25 ans. ... [lire plus](#)

Petite enfance : un appel à projets pour rénover les crèches et préserver plus de 4.500 places d'accueil ces 5 prochaines années

En matière de Petite Enfance, le Gouvernement wallon s'est fixé 3 priorités : maintenir les places existantes, en créer de nouvelles et rendre le secteur plus viable économiquement. La programmation proposée par la Ministre Valérie Lescrenier, et approuvée ce matin, s'inscrit dans ce premier volet: pour préserver plus de 4.500 places d'accueil sur 5 ans. ... [lire plus](#)

Belgisches Staatsblatt



N. 140 vom 29. Juni 2026 (s. Anlage)

Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft
28. Mai 2026 - **Erlass der Regierung zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 13. April 2023 zur Bestellung der Mitglieder des Beirats für Menschen mit Beeinträchtigung**, S. [34519](#).

Deutsche Übersetzungen

N. 138 vom 25. Juni 2026

Föderaler Öffentlicher Dienst Inneres
14. April 2024 - **Königlicher Erlass zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 8. Februar 2001 zur Ausführung des Gesetzes vom 24. März 1999 zur Regelung der Beziehungen zwischen den öffentlichen Behörden und den Gewerkschaftsorganisationen des Personals der Polizeidienste** - Deutsche Übersetzung, S. [34011](#).

Föderaler Öffentlicher Dienst Volksgesundheit, Sicherheit der Nahrungsmittelkette und Umwelt
14. Dezember 2023 - **Königlicher Erlass zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 26. April 2019 zur Festlegung der Kriterien für die Zulassung von klinischen Psychologen sowie von Praktikumsleitern und Praktikums-einrichtungen** - Deutsche Übersetzung, S. [34012](#).

N. 141 vom 30. Juni 2026

Föderaler Öffentlicher Dienst Inneres
30. August 2023 - **Gesetz zur Abänderung des Gesetzes vom 13. Juni 2005 über die elektronische Kommunikation und zur Reform der Sozialtarife** - Deutsche Übersetzung, S. [34754](#).

Föderaler Öffentlicher Dienst Inneres
28. November 2023 - **Gesetz zur Abänderung des Gesetzes vom 13. Juni 2005 über die elektronische Kommunikation** - Deutsche Übersetzung, S. [34759](#).

Föderaler Öffentlicher Dienst Inneres
19. Dezember 2025 - **Gesetz zur Abänderung des Gesetzes vom 24. Januar 1977 über den Schutz der Gesundheit der Verbraucher im Bereich der Lebensmittel und anderer Waren** - Deutsche Übersetzung, S. [34763](#).

Föderaler Öffentlicher Dienst Inneres
10. Juni 2024 - **Königlicher Erlass zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 2. Februar 2009 zur territorialen Abgrenzung der Hilfeleistungszonen** - Deutsche Übersetzung, S. [34820](#).

Föderaler Öffentlicher Dienst Inneres
26. Februar 2026 - **Königlicher Erlass zur Abänderung der Königlichen Erlasse vom 24. Februar 2014 zur Ausführung von Artikel 6 § 6 des Gesetzes vom 19. Juli 1991 über die Bevölkerungsregister, die Personalausweise, die Ausländerkarten und die Aufenthaltsdokumente und zur Abänderung des Gesetzes vom 8. August 1983 zur Organisation eines Nationalregisters der natürlichen Personen und vom 25. März 2003 über die Personalausweise** - Deutsche Übersetzung, S. [34823](#).

Föderalagentur für Arzneimittel und Gesundheitsprodukte
14. Juli 2024 - **Königlicher Erlass zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 21. Januar 2009 zur Festlegung von Anweisungen für Apotheker, des Königlichen Erlasses vom 14. Dezember 2006 über Human- und Tierarzneimittel und des Königlichen Erlasses vom 15. November 2017 über die Kontaktstelle Materialvigilanz und die Registrierung der Verreiber von Medizinprodukten** - Deutsche Übersetzung von Auszügen, S. [34825](#).

MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

[C – 2026/004923]

28. MAI 2026 — Erlass der Regierung zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 13. April 2023 zur Bestellung der Mitglieder des Beirats für Menschen mit Beeinträchtigung

Die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft,

Aufgrund des Dekrets vom 21. November 2022 zur Schaffung eines Beirats für Menschen mit Beeinträchtigung, Artikel 6 § 3 Absatz 1;

Aufgrund des Dekrets vom 3. Mai 2004 zur Förderung der ausgewogenen Vertretung von Männern und Frauen in beratenden Gremien, abgeändert durch das Dekret vom 14. Februar 2011;

Aufgrund des Erlasses der Regierung vom 13. April 2023 zur Bestellung der Mitglieder des Beirats für Menschen mit Beeinträchtigung;

Auf Vorschlag des für Soziales zuständigen Ministers;

Nach Beratung,

Beschließt

Artikel 1 - Artikel 1 des Erlasses der Regierung vom 13. April 2023 zur Bestellung der Mitglieder des Beirats für Menschen mit Beeinträchtigung, abgeändert durch die Erlasse der Regierung vom 22. Juli 2023 und vom 13. März 2025, wird wie folgt abgeändert:

1. In § 1 Nummer 1 Buchstabe *f*) wird die Wortfolge „Frau Gaby Jost“ durch die Angabe „N.N.“ ersetzt.
2. In § 1 Nummer 2 Buchstabe *b*) wird die Wortfolge „Herr Frédéric Krickel“ durch die Angabe „N.N.“ ersetzt.
3. In § 1 Nummer 3 Buchstabe *a*) wird die Wortfolge „Herr Henri Reul“ durch die Angabe „N.N.“ ersetzt.
4. In § 2 Nummer 1 wird die Wortfolge „Frau Carina Schröder“ durch die Wortfolge „Frau Claudia Schröder“ und die Wortfolge „Frau Claudia Schröder“ durch die Wortfolge „Frau Michèle Pommé“ ersetzt.
5. § 2 Nummer 2 wird aufgehoben.
6. In § 2 Nummer 3 wird die Wortfolge „Frau Yvonne Meys“ durch die Wortfolge „Frau Désirée Simon“ ersetzt.

Art. 2 - Vorliegender Erlass tritt am Tag seiner Verabschiedung in Kraft.

Art. 3 - Der für Soziales zuständige Minister wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt. Eupen, den 28. Mai 2026

Für die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft:

Der Ministerpräsident,
Minister für lokale Behörden, Raumordnung und Finanzen
O. PAASCH

Die Ministerin für Familie, Soziales, Wohnen und Gesundheit
L.KLINKENBERG

Quellenverzeichnis

PARLAMENTE

Parlament der Deutschsprachigen Gemeinschaft

- pdg.be

Abgeordnetenkommission

- lachambre.be

Senat

- senate.be

Parlament Wallonie

- parlement-wallonie.be

Vlaams Parlement

- vlaamsparlement.be

Parlament Fédération Wallonie-Bruxelles

- pfbw.be

Parlament Bruxellois (PRB) & Assemblée réunie de la Commission communautaire commune (ARCCC)

- parlement.brussels

Parlament francophone Bruxellois

- parlementfrancophone.brussels

Raad van de Vlaamse Gemeenschapscommissie

- raadvgc.be

REGIERUNGEN

Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft

- ostbelgienlive.be

Föderalregierung

- news.belgium.be

Belgische Nationalbank

- nbb.be/de

Vlaamse Regering

- beslissingenvlaamseregering.vlaanderen.be

Gouvernement de Wallonie

- wallonie.be/fr

Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles

- gouvernement.cfwb.be

EUROPA UND REGIONALPOLITIK

Europäische Union

- consilium.europa.eu/de/european-council
- commission.europa.eu/index_de
- europarl.europa.eu/portal/de
- secure.ipex.eu/IPEXL-WEB

Europäischer Rechnungshof

- eca.europa.eu/de

Europäischer Ausschuss der Regionen (AdR)

- cor.europa.eu/de

Europarat - Kongress der Gemeinden und Regionen Europas

- coe.int/en/web/congress/home

Benelux-Parlament

- beneluxparl.eu/fr

Großregion – Gipfel und IPR

- grossregion.net
- cpi-ipr.eu

EVTZ Euregio Maas-Rhein

- euregio-mr.info/de

CALRE - Konferenz der gesetzgebenden Versammlungen der Regionen Europas

- calrenet.eu

AGEG - Arbeitsgemeinschaft Europäischer Grenzregionen

- aebr.eu

VERFASSUNGSGERICHTSHOF

- const-court.be/de

BELGISCHES STAATSBLETT

- ejustice.just.fgov.be